



GT ACHATS : BRADERIE SUR LES EMPLOIS SUPPORT !

A la demande de FO, l'administration a présenté les premiers résultats du Groupe de Travail Achats, qui est piloté par SDF avec des représentants de différents services.

La DGAC poursuit sa modernisation des fonctions supports en réorganisant sa fonction financière. Cette modernisation doit également tenir compte des directives gouvernementales : obligation de présenter les marchés au-dessus d'un certain seuil au Représentant Ministériel des Achats (RAM), et d'adhérer aux marchés interministériels.

En matière d'achats généraux, la DGAC souhaite la mutualisation des achats de l'ensemble de ses services, mutualisation opérée soit au niveau centralisé (marché identique pour les différents services), soit au niveau géographique (plusieurs lots régionaux). Vingt-sept thèmes d'achat ont été identifiés pour intégrer cette démarche (en 2015, 20% des achats courants sont mutualisés ; l'objectif est de passer à 50% en 2018). Certains thèmes correspondent à des activités actuellement assumées en interne (entretien des bâtiments, imprimerie, informatique...). On prévoit clairement d'externaliser des activités bien que l'administration soutienne l'inverse.

Cette mutualisation a pour objectifs : une économie directe, une diminution de la charge de travail, une harmonisation et simplification des pratiques, un développement des compétences, une sécurisation réglementaire de l'achat.

Pour l'administration, la mutualisation n'est pas la centralisation de l'achat. Ainsi, une interaction entre les différents acteurs de l'achat est opérée.

Le marché peut être :

- soit géré en totalité par le pôle achats de la DGAC ;
- soit piloté par le pôle achats : la passation est alors confiée au pôle achats, et la gestion laissée aux services ;
- soit le pôle achat est le conseiller du service qui gère le marché de bout en bout.

En matière organisationnelle, la création du pôle de mutualisation achats et marchés SDF2 est envisagée en fusionnant la division des marchés et la division de l'exécution. La passation des marchés et l'exécution de la dépense sont regroupées au sein d'une même entité. Un poste d'expert contrôle est créé pour superviser les opérations en interne. La division des déplacements professionnels est la seule maintenue en l'état.

Le pôle achats pour la partie informatique sera positionné à la DSI pour l'Informatique de Gestion, et à la DSNA pour la partie opérationnelle.

Une fois de plus, sans concertation, l'administration continue son travail de destruction d'emplois en sous-traitant une grande partie des fonctions supports (logistique, informatique de gestion, etc.), en regroupant d'autres (finances, rédaction de marchés) et en supprimant dans l'avenir les régies de recettes. Toutes ces évolutions sont faites sans vouloir associer les représentants du personnel (on nous propose de simples réunions d'information). Aucun avenir n'est prévu pour les personnels qui sont sur ces activités. Pour FO, si nous ne sommes pas opposés à moderniser les fonctions supports, nous ne pouvons accepter que cela se fasse sans y associer les personnels concernés. Est-il si difficile de moderniser en prévoyant également la place que tiendront les agents ?

Le seul but de l'administration est de supprimer des ETP pour répondre aux contraintes gouvernementales. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les cas de souffrance au travail augmentent.

Si, dans le cadre du futur protocole, aucune modification n'est apportée sur la manière de mener ces modernisations, FO ne participera pas à cette casse des personnels.

